

L'aide au développement coupée une seconde fois, "le gouvernement perd en crédibilité"

Le 15 octobre 2024

L'aide au développement coupée une seconde fois, "le gouvernement perd en crédibilité"

Paris, 15 oct 2024 (AFP) - Déjà revue à la baisse en février, l'aide publique au développement (APD) est de nouveau réduite dans le projet de budget 2025, au grand dam du rassemblement d'ONG Coordination SUD, qui a estimé mardi que "le gouvernement perd(ait) en crédibilité" sur cette question.

Les coupes budgétaires de l'APD "posent des questions de crédibilité de la parole française sur la scène internationale", a estimé lors d'une conférence de presse Olivier Bruyeron, président de la Coordination SUD, qui rassemble 180 associations et ONG françaises à l'international.

L'aide de la France à destination des pays pauvres avait déjà été réduite de 13% en février 2024, soit une diminution de 800 millions d'euros. Cette fois-ci, le projet de loi de finances (PLF) 2025, qui sera examiné à partir de mercredi au Parlement, prévoit une coupe de 21% par rapport au montant voté l'année précédente, soit 1,3 milliard d'euros en moins.

Pour Anne Héry, directrice du plaidoyer à Handicap International, un tel "sabrage de crédit" est "inédit".

"Si cette coupe budgétaire se confirme, ce sont potentiellement 20.000 enfants qui ne bénéficieront plus de notre appui", s'inquiète Adrien Sallez, directeur général d'Asmae, ONG engagée dans la protection et l'éducation des enfants qui intervient notamment au Liban, au Burkina Faso et au Soudan.

OCHA, le bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, a chiffré en 2024 à 300 millions le nombre de personnes en besoin humanitaire dans le monde. "En 2015, on était à 78 millions de personnes, c'est dire si ce chiffre a explosé", commente Anne Héry.

Les besoins de financements ont augmenté parallèlement, passant de 20 millions en 2015 à 50 millions en 2023. Pour Mme Héry "c'est lié à une multiplication de l'ampleur des conflits qui engendre un bilan de victimes civiles exponentielle".

"On n'est vraiment pas dans une période où on peut arrêter les actions de solidarité internationale", conclut-elle.

En 2022, la France avait versé un montant record de 16 milliards de dollars d'aide publique au développement, selon l'OCDE, soit 0,56% de son revenu na-

tional brut, se targuant d'être devenue le quatrième bailleur international derrière les États-Unis, l'Allemagne et le Japon.

Ce montant avait reculé à 15,4 milliards en 2023, à 0,5% du RNB, loin de l'objectif des Nations Unies visant à faire reverser par chaque pays développé 0,7% par an de son RNB. La France s'est elle-même engagée dans une loi d'août 2021 à verser ce pourcentage à partir de 2025.

En 2022, seuls le Luxembourg, la Suède, la Norvège et l'Allemagne avaient atteint cet objectif de 0,7%.